

Sauvons l'école

<http://www.geocities.com/Athens/Thebes/8739/>

Anciennement « collectifs anti Allègre »

Maison fondée en 1998

Créés à l'automne 1998, les collectifs pour la démission d'Allègre ont été à la pointe de la lutte contre l'ancien ministre, non seulement parce que son attitude insultante et méprisante était indigne d'un ministre de la république, mais surtout parce que sa politique de réformes - en particulier dans les lycées - visait à abaisser sensiblement le contenu des enseignements, mettant ainsi en place un « **lycée light** ».

Ce ministre démis, ses réformes restent; et même si l'ampleur du mouvement des professeurs au printemps dernier a mis un coup d'arrêt à certains aspects de cette politique et au dénigrement des professeurs, **la réforme Allègre / Jospin reste en place**: appauvrissement des programmes en maths, français, langues, philosophie; réductions d'horaires en langue et en maths, mise en place forcée des TPE privant encore nos élèves d'heures de cours nécessaires, au profit d'un papillonnage insignifiant; réelles menaces pour le baccalauréat et sur la formation des professeurs (ces réformes sont programmées pour le lendemain des élections de 2002).

D'après nos idéologues et nos pédagogistes, l'école ne doit plus avoir pour priorité l'instruction, mais la socialisation, et la gestion des flux de « jeunes ».

Le résultat est catastrophique sur tous les tableaux.

- Écroulement du niveau et de la motivation des élèves :

- ⇒ plus aucune exigence de travail et de niveau imposée par l'institution ;
- ⇒ marginalisation totale des élèves pour qui l'école a un rôle et une valeur.

- Accroissement des inégalités que ces réformes prétendent réduire :

- ⇒ par l'inégalité du niveau de formation entre établissements;
- ⇒ par le simulacre d'une formation unique qui cache de plus en plus mal l'absence de formation réelle; en effet, seule une formation différenciée selon les types de compétences permet à tous d'acquérir les bases fondamentales..

- Régression de la dimension éducative de l'instruction :

- ⇒ par la disparition des normes et des repères (flou dans la définition des interdits et du rôle de chacun, dissolution d'une relation entre la présence à l'école, le travail, et les résultats).
- ⇒ par la violence externe importée dans les écoles
- ⇒ par une violence interne produite par le décalage total entre certaines formations et les élèves qu'on y oriente.

C'est l'inverse d'une démocratisation

Il s'agit d'une massification politiquement visible, sans ambition culturelle ni politique et sans moyens à la hauteur du défi prétendu.

Parce que la destruction de l'école continue à tous les niveaux d'enseignement, notre préoccupation principale reste **la défense des contenus disciplinaires, et la lutte contre la dérégulation de l'institution**. Nous ne sommes pas plus qu'avant des « réactionnaires frileux et aigris, arc boutés sur nos acquis », des « révolutionnaires du statu quo », comme certains voudraient le laisser croire; mais des professeurs attachés à l'avenir de l'école républicaine, cernée à la fois par les « pédagogistes » du type Meirieu, et les libéraux de toutes tendances, qui souhaitent une école nivelée par le bas, laissant la place au marché privé de l'éducation.

Faisons échec aux projets cyniques de l'OCDE, auxquels se soumet le gouvernement français

Centre de développement de l'OCDE

Cahiers de politique économique n° 13, 1996 : La faisabilité politique de l'ajustement

« Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles ou aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement. » Christian Morrisson